66e Année — N° 170
Le Numéro 15 CENTIMES
BUREAUX ET RÉDACTION : Roubaix, Grande-Rue, 71 — Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnem.	3 m.	6 mois	1 an
Nord & Limit.	12.00	23.00	45.00
France, Belg.	12.50	24.00	46.00
Union post.	16.00	31.20	62.40

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 1190 ; Inter. 34. — DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX — TOURCOING : Téléph. 37

66e Année — N° 170
DIMANCHE 19 JUIN 1921
Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus 71, Grande-Rue, Roubaix — 33, rue Carnot, Tourcoing

CHRONIQUE

SUR UN BANC

Maurice Ternois titubait en descendant le perron de l'église où venait de se célébrer le mariage de Germaine Résy avec le lieutenant Falgard. Le coup l'avait atteint en plein cœur. Il s'éloigna lentement, d'un pas lourd, allant droit devant lui, sans savoir où. Et comme, dix minutes ou une heure plus tard, il levait machinalement son regard qu'il avait tenu jusqu'alors fixé sur le sol, il s'aperçut qu'il se trouvait dans le parc Monceau. Un banc était devant lui. Il s'y écroula.

Un vieux monsieur, déjà assis sur ce banc, lisait un journal plié en quatre. Il lisait du bout des lèvres, par-dessus ses lunettes, en répétant chaque ligne du bout de son index. Quand il fut arrivé au bas de la page, il déplia et replia la feuille, et, pendant qu'il se livrait à cette opération, il fit part à Maurice Ternois de cette opinion, qui en valait bien une autre :

— Je crois que le temps va changer.

Maurice se détourna sans répondre. Quel besoin ont certaines personnes de s'adresser à des gens qu'elles ne connaissent pas pour leur dire des paroles inutiles? Et il se replongea dans l'amertume de ses pensées, pendant que son voisin reprenait placidement sa lecture. Quelle triste chose que la vie! Il y a des moments où elle devient insupportable. Et Maurice avait tant de chagrin! Oh! oui, tant de chagrin, qu'il en était envahi, étouffé, qu'il ne pouvait plus le garder pour lui tout seul! Et, inconsciemment, il laissa échapper ces mots :

— Ah! que je suis malheureux!...

Le vieux monsieur, sans les relever, se détourna et se replongea dans les délices de son journal. Maurice jeta autour de lui un regard désespéré. Tout le monde l'abandonnait. Ah! ce vieil imbécile, qui ne pensait qu'aux changements de temps, se souciait bien de savoir ou non s'il y avait quelque part, peut-être à côté de lui, des êtres humains qui souffrent sans pouvoir se faire comprendre. Maurice, à présent, cédait à un irrésistible besoin de parler. Et il dit, en s'adressant à son voisin :

— Je crois, en effet, qu'il va pleuvoir.

Celui-ci déposa son journal sur le banc et se retournant vers Maurice :

— Ça ne va donc pas?... Qu'est-ce que vous avez?...

Alors Maurice Ternois, dans un instinctif et impérieux besoin d'expansion, ouvrit son cœur à cet inconnu et lui confia son douloureux secret.

Il y avait longtemps, certes, que Germaine Résy lui plaisait, et qu'il se sentait même beaucoup de goût pour cette jeune fille. Il avait du plaisir à la voir, et il cherchait les occasions de la rencontrer. Et cela lui suffisait. Il n'en demandait pas davantage. Il s'imaginait que cela durerait toujours ainsi. Or, cela ne dura pas, car Germaine se fiança. Mais il n'éprouva de cet événement qu'une impression un peu désagréable. C'étaient de charmantes habitudes rompues, la porte d'une exquise danseuse qu'il préférait à toutes les autres. Mais une jeune fille est faite pour se marier, n'est-ce pas? C'est une fin prévue, ou que l'on doit prévoir en tout cas. C'est pourquoi, invité à la bénédiction nuptiale, il fut y assister très simplement, se disant que Germaine serait bien jolie sous sa toilette blanche.

Et soudain, en la voyant passer devant lui et s'éloigner au bras de son mari radieux et triomphant dans son bel uniforme, sa vue s'était brouillée, son cœur avait cessé de battre, il avait failli s'évanouir. Puis un déchirement atroce s'était produit dans tout son être, pendant qu'une révélation non moins atroce s'imposait à sa raison. Il aimait Germaine, il l'aimait de toutes ses forces, de toute son âme. Ah! pourquoi ne s'était-il jamais interrogé? Germaine était le bonheur pour lui. Sans elle, il ne pourrait jamais plus être heureux. Et maintenant elle était à un autre. C'était l'irréparable. Terrassé, anéanti, il était parti à l'aventure; il avait fini par tomber sur ce banc. Et voilà.

Le vieux monsieur, qui avait écouté Maurice Ternois avec une grande attention, lui dit :

— Je vous plains, je vous plains très sincèrement... Ce qui vous arrive est déplorable... Mais nous sommes le jouet des événements, et vous êtes la victime d'un malencontreux hasard.

— D'un malencontreux hasard ! protesta Maurice. Vous appelez cette catastrophe un malencontreux hasard ?

— Mais certainement, monsieur... Si je vous ai bien compris, la condition nécessaire et suffisante pour que vous vous rendissiez compte de l'amour que vous ressentez pour cette demoiselle était que vous assistassiez à son mariage... Si donc vous n'y aviez point assisté, vous ignoreriez encore l'état de votre cœur... Et vous seriez parfaitement heureux... Voilà le malencontreux hasard...

— Je serais heureux, parce que je ne saurais rien... Mais je sais maintenant, et je suis malheureux... Et, pourtant, je ne voudrais pas désormais renoncer à mon malheur!... J'en éprouve une cruelle jouissance, dont mon cœur meurtri se repaît...

— Chacun prend son plaisir où il le trouve... Mais, croyez-moi, on se lasse de tout... Le hasard nous apporte sans cesse de nouveaux éléments de curiosité et d'intérêt, car c'est le hasard qui dirige toutes nos actions et tous nos réflexes...

— Ah le hasard... vous croyez?...

Mais certainement... Si le hasard ne vous avait pas mis, un jour, en présence de cette demoiselle, vous n'auriez pas commencé par avoir, pour elle, un certain goût qui devait, par la suite, évoluer bien mal à propos... Le hasard ne vous aurait point conduit aujourd'hui à l'église, si un hasard initial ne vous avait rapproché de la personne qui devait s'y marier plus tard... Si Roméo n'était pas allé au bal... Voilà le hasard...

— Et voilà justement l'amour!...

— Evidemment... Ça tombe comme ça tombe... Ainsi, tenez, moi, monsieur, si le hasard ne m'avait pas fait rencontrer la femme que j'ai épousée, je serait peut-être le plus heureux des hommes...

— Et vous ne l'êtes pas?... Serait-il possible que vous ne le fussiez pas? fit vivement Maurice Ternois, en se rapprochant dans un mouvement de sympathie allégée.

— Pas tout à fait... Mais je me résigne en me disant que, si j'en avais rencontré une autre, je serais peut-être le plus malheureux des hommes... Au demeurant, je vous ennuie, sans doute?...

— Non... non... Parlez, parlez... Il me semble que vos paroles me font du bien!... Puissance du hasard!...

— Comment cela?...

— Si le hasard ne vous avait point amenés tous les deux sur ce banc, vous ne m'auriez pas confié vos peines... Et je ne serais pas en train de vous consoler...

— Me consoler!... Pourrais-je jamais être consolé! s'écria Maurice sur un ton pathétique et en détournant la tête.

— Oui, si le hasard veut bien s'en mêler... Vous êtes jeune... Vous avez l'avenir devant vous... Qui sait si plus tard, demain, aujourd'hui même... Vous m'écoutez bien, n'est-ce pas?...

— Oui, oui...

Le vieux monsieur remarquait pourtant que Maurice Ternois ne lui accordait plus toute son attention. Le pauvre garçon en portait maintenant une partie sur une charmante jeune femme assise un peu plus loin sur une chaise, la figure penchée, sévèrement, — et peut-être un peu trop, — sur un ouvrage de broderie anglaise. Le vieux monsieur n'en poursuivait pas moins :

— Oui, plus tard, demain, aujourd'hui... Il n'y a pas que des hasards malencontreux... Il y a aussi d'heureuses rencontres... Laissons-nous guider par le hasard... Et tenez, permettez-moi de vous dire que...

Maurice, sans regarder son voisin, se laissait bercer par le flux lénifiant de ses paroles, murmurant de temps en temps :

— Ah! oui, parlez... parlez... Vous me faites du bien...

Il n'entendait plus qu'un ronron délicieusement apaisant. Puis, soudain, il n'entendit plus rien. Et comme, au bout de quelques instants, ce discret accompagnement lui manquait, il se tourna du côté de son voisin.

Le vieux monsieur avait disparu.

Adrien VÉLY.

CHOSES & AUTRES

Rien n'empêche le soleil de se lever et de se coucher, parce que l'homme ne s'en mêle pas. — E. HELLO.

Il y a beaucoup de possédés, parce qu'il y en a peu qui se possèdent. — D. B.

L'avare pourrait être l'emblème de la fidélité; il meurt près de son or, comme le chien près de son maître. — E. HELLO.

La table tue plus de monde que la guerre. — J. DE M.

L'ENTENTE CORDIALE

M. ARISTIDE BRIAND REÇOIT LORD CURZON

Paris, 18 juin. — Lord Curzon a conféré, ce matin, avec M. Aristide Briand, au Quai d'Orsay. L'entrevue a duré de 10 h. 30 à 12 heures 30, et a gardé le caractère d'un exposé général.

M. Aristide Briand a retenu à déjeuner lord Curzon et ses collaborateurs, ainsi que lord Harding, ambassadeur à Paris. La conversation reprendra à l'issue de ce déjeuner.

L'ambassadeur d'Italie, comte Bonin Longare, a été invité à prendre part aux conversations qui auront lieu ce soir, à 5 heures.

LA QUESTION D'ORIENT

La plus grande partie de la conversation entre lord Curzon et M. Briand a été consacrée, ce matin, à un exposé, par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères d'Angleterre, de la question d'Orient. Il semblerait que du côté britannique, on soit maintenant décidé à faire des concessions aux Turcs, à leur offrir notamment la possession de toute l'Anatolie. On reviendrait également, suivant le vœu des dirigeants de Londres, sur l'attribution du villayet de Smyrne. Celui-ci serait constitué en une sorte d'Etat autonome. Dans ces conditions, on espère, à Londres, obtenir l'agrément du gouvernement d'Angora à un accord définitif. Si cet accord n'était pas obtenu, les puissances alliées devraient alors accorder à la Grèce le concours financier dans la lutte qu'elle poursuit contre les Turcs.

LES QUOTIDIENNES

NE PAS CONFONDRE...

Dans un article récent, j'avais commenté l'adhésion donnée par le Congrès national des employés des Postes, Télégraphes et Téléphones aux principes de l'Internationale communiste de Moscou. Le titre de cette « Quotidienne » était : Les P. T. T. et la IIIe Internationale.

Eh! bien, je le reconnais très volontiers, ce titre n'est pas exact; il est même faux. Un correspondant occasionnel a pris la peine, dont je le remercie, de m'envoyer une rectification.

Peut-on dire que les P. T. T., dans leur ensemble, adhèrent à Moscou? Non, car il y a dans l'administration des Postes, trois catégories de personnels : 1° les Ouvriers (chefs d'équipe, ouvriers des lignes, etc.); 2° les Sous-Agents (facteurs, chargeurs, etc., actuellement dénommés « employés »); 3° les Agents (contrôleurs, commis, dames).

Or, le Congrès qui vient de se terminer après avoir voté l'adhésion à la IIIe Internationale communiste, est celui des « Employés ».

Le Congrès des « Agents », qui a eu lieu en avril dernier, a repoussé, au contraire, à une énorme majorité, l'adhésion à Moscou.

« Chaque délégué, écrit mon correspondant, dans une réunion préparatoire, avait reçu mandat par ceux qu'il allait représenter, de voter pour ou contre cette adhésion. Je joins à ma lettre le compte-rendu de ce vote de tous les délégués de France et des Colonies. Vous pourrez voir par cette lecture que les « Agents » des Postes ont jugé, dans leur dernier Congrès, qu'ils pouvaient défendre leurs droits et leurs libertés, travailler à l'amélioration des services dans l'intérêt du public et le leur, sans se lier à aucune dictature. »

Et si je consulte le tableau des votes des « Agents » par section, je constate que le nombre des partisans de Moscou est infime comparé à celui des adversaires. C'est ainsi que pour le Nord, 681 Agents se sont prononcés contre la motion révolutionnaire qui n'a recueilli qu'une voix! Dans le Pas-de-Calais, 235 voix contre l'adhésion et trois seulement pour. Sur la ligne du Nord, 230 Agents ont voté contre et 20 pour.

Devant ces précisions, on comprend très bien que les Agents des P. T. T. ne désirent pas être confondus avec les Employés de la même administration. Les tendances syndicales des uns et des autres ne se ressemblent guère et il y a vraiment trop de différence dans la façon de comprendre le devoir social et la défense des intérêts corporatifs.

Maurice Aubé.

La cérémonie patriotique de Lorette

C'est aujourd'hui dimanche 19 juin que doit avoir lieu, sous la présidence du maréchal Pétain, la grande manifestation patriotique, à l'occasion de la pose de la première pierre du monument commémoratif qui va être élevé

Le monument projeté aux morts de Lorette
L'église

à la mémoire des 100.000 morts qui dorment de leur dernier sommeil dans cette région de l'Artois.

Rappelons le programme de la journée:

A 11 h. ¼, dans les ruines de la cathédrale d'Arras, messe avec le concours des « Orphéonistes d'Arras » et de chanteurs de Notre-Dame. Allocution de Mgr Julien.

A Lorette, le cortège défilera à 4 h., pour arriver sur le plateau, où auront lieu: l'exécution de chœurs patriotiques; les discours par le maréchal Pétain, le préfet du Pas-de-Calais et Mgr Julien; puis, ensuite, la pose de la première pierre.

LES PERSONNALITÉS

Le Président de la République et le Gouvernement français, désireux de s'associer à l'hommage rendu aux morts héroïques du front d'Artois, se feront représenter à la manifestation du 19 juin, sur le plateau de Lorette, par le général Lacapelle, commandant le 1er corps d'armée; M. Causel, préfet du Pas-de-Calais; M. Barthou, ministre de la Guerre, a délégué M. le commandant Laure; M. Lefebvre du Prey, ministre de l'Agriculture, se fera représenter par M. Bertin Ledoux, son chef de cabinet, secrétaire général de préfecture.

D'autre part, le gouvernement anglais, voulant affirmer la fraternité d'armes, qui, pendant la Grande Guerre, a uni les deux armées sera représenté par le général lord Horne, le vainqueur de Vimy.

Parmi les personnalités devant assister à cette cérémonie, nous relevons encore les noms de M. le général Maistre, membre du Conseil supérieur de la guerre; M. le Maire d'Arras; Mgr Le Roy, archevêque d'Alinda; M. le commandant de Lyon, commandant d'armes d'Arras; le général Mignot; M. Cordonnier; M. Masson; MM. les directeurs des mines; M. Musset, chef de cabinet du préfet; MM. les vicaires-généraux; le délégué du général commandant le 21e corps d'armée; le marquis de la Ferronnays; le marquis de Juigné; M. Victor Jean, député, etc.

LA RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR LA RECONSTITUTION

914 MILLIONS POUR LE NORD

Paris, 18 juin. — La Commission de répartition du crédit de 3 milliards 500 millions mis à la disposition des départements victimes de l'invasion allemande pour 1921, vient de se réunir au ministère des Régions Libérées, sous la présidence de M. Loucheur.

MM. Hayez, sénateur; Groussau, député, et le docteur Bourdon, conseiller général maire de Bousies, représentaient le département du Nord.

L'arriéré des travaux effectués en 1920 et non payés, s'élevait, au 28 février dernier à 152 millions en matière industrielle et 478 millions en matière non industrielle.

Après examen, la Commission décide d'affecter, hors contingent, aux divers départements, la moitié de l'arriéré présenté, soit : 76 millions en matière industrielle et 239 millions en matière non industrielle.

En outre, la Commission affecte, pour le département du Nord, pour l'exercice 1921, sous réserve des sommes payées à ce jour :

294.500.000 francs pour les dommages industriels;

619.482.000 francs pour les dommages non industriels.

M. Loucheur a déclaré, en fin de séance, qu'il ne désespérait pas d'obtenir du ministre des Finances un crédit supplémentaire pour payer le complément de l'arriéré.

Les Commissions cantonales de dommages de guerre

M. Braibant demande que les femmes en fassent partie

Paris, 18 juin. — M. Marcel Braibant, conseiller général des Ardennes, président de la Fédération des mairies du Nord-Est, adresse à M. Lugol, sous-secrétaire d'Etat des régions Libérées, une lettre dans laquelle il signale que les maires de la région du Nord-Est demandent que les femmes fassent désormais partie des Commissions cantonales de dommages de guerre en nombre égal aux hommes, prétextant parmi d'autres raisons, que pour évaluer un mobilier de ménage, du linge, des vêtements, les femmes sont beaucoup plus désignées que les hommes.

L'EMPIRE DES AIRS

Le Grand-Prix de 100.000 fr. de l'Aéro-Club de France

La dernière période de l'épreuve

Le Bourget, 18 juin. — Ce matin à 7 h., s'est ouvert le contrôle de la troisième et dernière période du Grand-Prix de l'Aéro-Club de France.

Cette épreuve est réservée aux appareils du type commercial. Chaque avion doit emporter 480 kilos de lest, représentant six passagers et 200 kilos de marchandises.

L'itinéraire emprunté par le parcours représente environ 2.245 kilomètres, et est fixé comme suit : Paris-Lille-Paris-Pau-Paris-Metz-Paris. Les concurrents ont 72 heures, c'est-à-dire jusqu'à mardi matin 7 h., pour tenter la chance.

Sera classé premier, l'appareil qui aura réalisé la meilleure vitesse commerciale. Celle-ci, toutefois, ne devra pas être inférieure à 50 kilomètres à l'heure.

Six appareils sont engagés pour cette période, mais cinq seulement prendront éventuellement le départ : l'aviateur de Romanet ayant cassé le train d'atterrissage de son avion au cours d'un essai.

Les premiers départs

Les premiers départs ont eu lieu ce matin aussitôt après l'ouverture du contrôle, c'est ainsi que l'aviateur Maicon, accompagné du mécanicien Courcy, prenait le départ à 7 h. 9 m. 5 sec. en direction de Lille. Peu après, à 7 h. 14'43" 2/5 l'aviateur Douchy prenait également le départ.

Douchy, en panne dans l'Oise

Le Bourget, 18 juin. — L'aviateur Douchy est resté en panne à Margny-sur-Matz (Oise).

Maicon passe à Lille

L'aviateur Maicon a viré à Lille au-dessus de l'aérodrome de Ronchin à 9 h. 12 et a pris le chemin du retour voyageant à la même altitude jusqu'à Roye. De Roye à Paris tout a très bien marché.

L'aviateur Maicon et son mécanicien Coucy ont quitté l'aérodrome du Bourget à 13 h. 34 m. 12 s. pour accomplir la deuxième étape du Grand-Prix, c'est-à-dire Paris-Pau. Maicon compte s'arrêter à Bordeaux afin de se restaurer, puis il reprendra l'air une heure après pour atterrir à Pau en vue de signer la feuille de contrôle. Il retournera ensuite à Bordeaux où il passera la nuit pour se reposer.

Les événements extérieurs

EN SILESIE

UNE ADRESSE DU CLERGÉ POLONAIS AU PAPE

Sosnowice, 18 juin. — Le clergé polonais de Haute-Silésie a envoyé une adresse au Saint-Père, pour protester contre les atrocités commises par les Allemands sur les prêtres polonais. Un d'entre eux a été assassiné. Un autre insulté et tellement battu, qu'il succombera sans doute à ses blessures.

De nombreux ecclésiastiques ont été emmenés comme otages ou jetés en prison.

L'adresse se termine par une prière d'intervenir en faveur des prêtres et du peuple polonais de Haute-Silésie.

EN ORIENT

UNE ALLIANCE KEMALO-BOLCHEVISTE

UNE ARMÉE ROUGE S'AVANCE VERS ANGORA

On reçoit la dépêche suivante de Reval :

« On annonce de Moscou que l'avant-garde des troupes bolchevistes, envoyées en Asie Mineure par le gouvernement soviétique, se trouve actuellement à 100 kilomètres à l'ouest d'Erzeroum, se dirigeant vers Angora.

» Cette avant-garde se compose de deux divisions d'infanterie, d'une division et d'une brigade de cavalerie, de huit batteries de campagne, d'une batterie lourde, de plusieurs avions et de quelques unités techniques. Ces forces sont suivies à courte distance du gros des effectifs de la 11e armée rouge, toutes ces forces se trouvant sous le commandement du général Lavandowski. »

Le Roi Constantin à Cordello

Smyrne, 18 juin. — Le roi Constantin est toujours à Cordello; l'offensive serait retardée. Les troupes continuent à débarquer.

LE CONGRÈS

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION POSTALE

L'orientation syndicale

Paris, 18 juin. — Le Congrès de la Fédération postale a poursuivi ses travaux, rue Grange-aux-Belles, sous la présidence de M. Plais, du Syndicat des ouvriers.

Les congressistes ont ensuite abordé la question de l'orientation syndicale.

M. Petaud, minoritaire, ouvre le débat en faisant l'historique du mouvement ouvrier du mois d'août 1914 à mai-juin 1920.

M. Villaret, des agents, assure que les masses ouvrières ne sont pas suffisamment éduquées et il compte sur les Comités syndicalistes révolutionnaires pour le faire.

M. Adier, de la Loire, militant poursuivi dernièrement pour la signature d'une affiche contre la mobilisation, lit une longue motion minoritaire dans laquelle il condamne le réformisme national et international.

Il est d'avis qu'il ne faut pas que les syndicats adhèrent aux deux Internationales, et cependant les Comités syndicalistes révolutionnaires doivent être libres d'exister et de militer au sein de la C.G.T.

M. Barthes, des agents, dit que ce qui compte pour les postiers, c'est d'obtenir de meilleures conditions de vie.

Défendant la C.G.T., M. Barthe assure que ce ne sont, ni des hommes, ni des formules nouvelles qui hâteront l'heure de la révolution. Il est partisan de la liberté d'opinion, mais non de la liberté d'action.

LE RETOUR A LONDRES DE M. LLOYD GEORGE

On mande de Londres que M. Lloyd George, dont la santé s'est beaucoup améliorée et que rappelle à Londres la grave tournure que vient de prendre la crise minière et la conférence impériale, a devancé de deux jours son départ de Criccieth et est rentré à Londres hier soir.

L'ALLEMAGNE PRÉPARE SA JEUNESSE

Nous revenons, aujourd'hui, sur ce sujet déjà traité, mais qu'un remarquable article d'une revue sportive hebdomadaire vient de remettre en actualité. Nous avions dit que toutes les villes allemandes de 5.000 habitants au moins avaient été obligées à construire un Stade municipal. *Le Miroir des Sports*, après *Excelsior*, consacre un article à ce sujet sous le titre : Le Sport « Ersatz » du service militaire en Allemagne. De troublantes photographies accompagnent le texte et nous prouvent l'engouement d'innombrables foules allemandes pour tout ce qui ressemble à une quelconque préparation militaire.

Pour les lecteurs de ce journal qui n'auraient pas lu la revue sportive en question, il nous a paru intéressant d'en résumer l'essentiel, à l'heure où nul Français ne peut se désintéresser de ce qui se passe au-delà du Rhin.

La pratique du sport est en Allemagne considérée comme un « devoir patriotique » qu'une loi va régir bientôt. On y prêche la participation aux exercices d'entraînement à la marche, l'initiation à la lecture de la carte, l'étude de l'orientation et de l'appréciation des distances, surtout le *maniement du fusil* auquel on recommande d'apporter le plus grand zèle. Cette dernière préoccupation cache le désir de conserver des milliers et des milliers de fusils, soi-disant fusils de jeu, mais en réalité excellentes armes de guerre. D'ailleurs, les concours de tir se multiplient, et toutes les organisations légalement constituées y prennent part en corps : gardes forestiers, sociétés sportives, sociétés de tir et de chasse, associations sportives de la Reichswehr et de la police, etc..

Plus d'un million de jeunes Allemands s'adonnent ainsi à cette préparation militaire intensive, que l'on pourrait aussi bien appeler une préparation à la guerre. A nous de grouper dans nos clubs et associations autant de volontés agissantes afin de développer les qualités physiques de nos enfants des deux sexes. Il y a là plus qu'un jeu sans importance, plus qu'un légitime désir de se bien porter, il y a un devoir personnel et national à remplir et auquel nous ne faillirons pas.

Docteur HENRI DIFFRE.

L'AFFAIRE MABILLEAU

L'inculpé, interrogé, proteste

Paris, 18 juin. — Le juge d'instruction a procédé à l'interrogatoire de M. Mabilleau, au sujet de la plainte déposée par M. Dubilly.

M. Mabilleau a protesté contre les poursuites dont il est l'objet, affirmant qu'il n'avait jamais retiré le moindre bénéfice personnel des opérations qu'il avait effectuées.

Le juge d'instruction a notifié à M. Mabilleau qu'il était inculpé d'escroquerie, d'abus de confiance, de spéculation illicite et de tromperie sur la qualité des marchandises.

On annonce que la Fédération Nationale de la Mutualité a décidé de se constituer partie civile.

LE CONGRÈS DU COTON FAIT RELACHE

Liverpool, 18 juin. — Le Congrès du Coton a transporté ses assises à Manchester. La plupart des délégués ont passé leur journée à visiter les établissements industriels et maritimes de Liverpool. Le soir, lord Emmot a présidé un banquet de 500 couverts. Des toasts ont été portés au succès du Congrès par M. Stanley Baldwin, président du Board of Trade, et par M. Russel B. Love, de la délégation américaine.

LES CRÉDITS INTERNATIONAUX

Le projet américain

Washington, 18 juin. — Le Cabinet a discuté le projet pour le rajustement des crédits internationaux. L'administration se proposerait de demander au Congrès de convertir les emprunts étrangers en certificats portant des intérêts et qui pourraient être absorbés par le commerce américain pour le paiement des intérêts. Le président Harding envisagerait leur échelonnement sur de nombreuses années.

Les bons allemands

On mande de New-York au « New-York Herald » que les milieux financiers officiels accueillent favorablement le projet français consistant à faire escompter par les Etats-Unis, le bon d'indemnité allemande préalablement endossé par les Alliés.

UNE LOCOMOTIVE TAMPONNE UNE AUTOMOBILE

DEUX MORTS. — UNE BLESSÉE

Angoulême, 18 juin. — Une machine haut-le-pied a pris en écharpe à un passage à niveau situé près d'Angoulême, une automobile dans laquelle se trouvaient M. Drouet, 41 ans, pharmacien à Saint-Fort (Charente), sa femme, âgée de 35 ans, et leurs deux enfants : un garçonnet de 7 ans et une fillette de 4 ans.

M. Drouet et son fils ont été mortellement blessés et brûlés. Ils ont succombé à l'hôpital d'Angoulême. Mme Drouet est dans un état grave. La fillette est indemne.

La Crise minière en Angleterre

L'offre de subside de M. Lloyd George aux mineurs

Londres, 18 juin. — En réponse à la lettre du secrétaire des mineurs lui communiquant le résultat du referendum, M. Lloyd George a renouvelé son offre de subside du gouvernement de 10 millions de livres sterling, offre valable jusqu'au 19 juin au soir seulement.

En vue d'une grève générale

Londres, 18 juin. — Le bureau des mineurs a décidé d'inviter toutes les organisations ouvrières ayant discuté la question des salaires à se réunir avec le bureau des mineurs, à une date prochaine, dans le but d'entamer avec les mineurs, une action nationale afin d'obtenir satisfaction pour les revendications communes. M. Hodges déclare que ce projet implique la grève générale si les autres organisations sont d'accord avec les mineurs.

VOIR, page 2,
NOS DÉPÊCHES
de la Dernière Heure

LE MYSTÈRE de l'affaire Gourlay à Marquise est éclairci

Le cadavre de l'industriel anglais découvert dans le jardin du garagiste Daguebert
Celui-ci avoue son crime

Un véritable coup de théâtre vient de se produire au sujet de l'affaire Gourlay, qui, depuis de longs mois, occupait la police et les journaux. Boulogne et ses environs apprenaient, en effet, dans l'après-midi de vendredi, après les fortes émotions de l'exécution de Rohtler, que le cadavre de sir William Gourlay avait été découvert dans le jardin du garagiste Daguebert, à Marquise.

ETRANGE DISPARITION

Nos lecteurs se souviennent de cette affaire particulièrement mystérieuse, qui fut découverte le 19 décembre 1920.

Un Anglais, M. Ernest William Gourlay, secrétaire général de l'« Impérial Travel Board », demeurant à Londres, 62, Sloane Street, qui s'occupait également de très grosses affaires commerciales en France et possédait des bureaux à Boulogne et à Nice avait disparu.

Le 30 novembre, il arrivait de Londres et descendait à l'hôtel du Louvre, à Boulogne. Il avait une automobile. Le lendemain, il déclara qu'il rentrerait le soir même. Il laissa tout son bagage à l'hôtel et notamment sa trousse de voyage, ce qui prouve qu'il avait bien l'intention de revenir le soir.

Une enquête a permis de retrouver sa trace dans la journée du 1er décembre. Il s'était rendu à Marquise, non loin de Boulogne, pour s'y rencontrer avec un garagiste, M. Daguebert. Il avait rendez-vous avec celui-ci, afin de lui vendre son auto.

M. Gourlay est un ancien officier de l'armée britannique. Il portait toujours sur lui d'importantes sommes d'argent.

ARRESTATION DU GARAGISTE DAGUEBERT

Au mois d'avril dernier, une automobile « Vauxhall », estimée 35.000 fr., se trouvant dans le garage de M. John Broadhers, directeur de la maison Sommerville, à Calais, était dérobée à la suite d'effraction. La nuit précédente, on avait cherché à opérer de même façon, au « Grand-Hôtel ».

Les policiers se rendirent à Marquise, au garage tenu par Achille Daguebert, 28 ans, rue Ferber. Daguebert reconnut s'être rendu à Boulogne-s/Seine, pour vendre l'auto, en compagnie de Paul Thomas, 33 ans, garçon de café à Calais, avec une de leurs amies et un autre individu.

L'argent du vol fut partagé.

La « Vauxhall » volée par Thomas, avait été garée, dans la nuit du 24 au 25 avril, chez Daguebert, qui n'en ignorait pas la provenance, puis vendue le lendemain.

Thomas et Daguebert furent arrêtés ainsi que leur amie, Suzanne Dorliac, 21 ans.

LES SOUPÇONS S'EGARENT

En même temps, un certain Robert Elrick, dit Jack, était arrêté à Stonehaven (Ecosse).

Elrick, très connu dans la colonie anglaise, de Boulogne, avec laquelle M. Gourlay était également en relations, fut soupçonné d'être l'auteur de l'assassinat de l'industriel anglais.

Plusieurs interrogatoires n'ayant pu confirmer cette hypothèse, Elrick fut remis en liberté.

LA DECOUVERTE DU CADAVRE

La triple capture signalée plus haut allait certainement amener quelque éclaircissement dans cette mystérieuse affaire. Du reste, les frères de M. Gourlay avaient offert 5.000 fr. à celui qui aiderait à retrouver la trace de l'industriel anglais.

A la suite d'une dénonciation, croit-on, M. le commissaire Liger, de la brigade mobile, assisté de plusieurs inspecteurs, entreprit, vendredi après-midi, des fouilles méthodiques, dans les trois jardins situés derrière le garage de Daguebert, à Marquise.

Ce fut un travail long et laborieux. Commencées à 2 h. 30, les fouilles se continuaient encore après six heures, lorsque, vers six heures et demie, un sondage heureux signala l'existence d'un corps étranger au sol. Immédiatement, policiers et terrassiers se mirent à creuser en cet endroit. A 80 centimètres de profondeur, un coup de pelle fit découvrir un cadavre, celui du riche Anglais.

En complet état de décomposition, allongé sur le dos, la tête inclinée à gauche, le corps de Gourlay était tout habillé, avec son chapeau à côté de lui.

Les assassins, après avoir consommé leur crime, avaient pris d'ultimes précautions. Ils avaient placé un dépôt de matières fécales au-dessus du corps, sans doute pour dérouter toutes les recherches de la police. De plus, en cet endroit, lorsque la terre eut recouvert le cadavre, ils avaient planté des salades.

Avec précaution, les policiers exhumèrent le corps et le laissèrent sur place en attendant l'arrivée du Parquet.

Samedi matin, le Parquet de Boulogne-sur-Mer, accompagné du médecin-légiste et du garagiste Daguebert, s'est rendu à Marquise, en vue de la reconstitution du crime.

LES AVEUX DU GARAGISTE DAGUEBERT

Après la sensationnelle découverte du cadavre de M. Gourlay, opérée par les inspecteurs de la brigade mobile, dans un jardinet attenant au garage de Daguebert, à Marquise, M. Liger, l'actif commissaire, retourna à Boulogne-s/Mer.

L'après-midi, après la descente du Parquet à Marquise, où les péripéties du crime furent retracées par l'assassin lui-même, M. Liger interrogea habilement le garagiste. Daguebert avoua alors au juge d'instruction ce qui suit :

Le matin du crime, il avait envoyé sa sœur chez ses beaux-parents, afin d'être seul quand Gourlay arriverait. Lorsque le secrétaire de l'« Imperial Travel Board » arriva, il lui compta la somme de 25.000 francs, prix convenu de la voiture. Cependant, M. Gourlay étant penché sur le bureau, Daguebert s'armant d'un revolver logea deux balles dans la nuque de l'Anglais qui fut foudroyé.

Alors Daguebert ferma son magasin et partit pour Boulogne.

Le lendemain seulement, à 5 heures du matin, il revint à Marquise et enterra le cadavre dans le jardin.

L'enquête cherche à établir quel a été dans cette affaire le rôle de la sœur de Daguebert qui a reconnu avoir menti sur l'ordre de son frère en disant que l'Anglais était reparti en automobile.